

CLÔTURE DES TRAVAUX DE LA COMMISSION DES CONSULTATIONS

Fin de mission pour Bensalah

C'est aujourd'hui que l'Instance de consultations sur les réformes politique présidée par le président du Sénat, Abdelkader Bensalah, tiendra ses dernières séances, au niveau de la présidence de la République.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir)

- Des professeurs universitaires, ainsi que des personnalités du monde médiatique sont les derniers conviés à se rendre chez Bensalah. Un mois, jour pour jour, après avoir entamé officiellement les consultations le 21 mai dernier, la commission désignée par Abdelaziz Bouteflika pour engager, en son nom un dialogue avec les partis, les organisations, les syndicats et les personnalités nationales, clôture ses travaux ce mardi. Avec «probablement» une conférence de presse de Abdelkader Bensalah, demain mercredi, indique-t-on dans

son entourage. Pour rappel, Bensalah était assisté dans sa mission par deux conseillers de Bouteflika : le général major Mohamed Touati et Mohamed Ali Boughazi. La commission devait précisément recueillir les avis des uns et des autres au sujet de la révision de la Constitution ainsi que des lois que le pouvoir a décidé de réviser, à savoir la loi sur les partis, la loi sur les associations, le code de l'information et le code électoral essentiellement. Un rapport final devra sanctionner ces consultations et qui sera soumis à Bouteflika. S'agissant du bilan a priori de ces consultations, il y a lieu de relever des défections de taille. Notamment celle du pôle démocratique qu'incarne le Rassemblement pour la culture et la démocratie, le RCD, ou alors des personnalités nationales de premier plan. D'anciens chefs de gouvernement

comme Ali Benflis, Mokdad Sifi, Réda Malek, Mouloud Hamrouche, Ahmed Benbitour ont tout simplement décliné l'invitation. Et ils ne sont pas les seuls. Il y a surtout cette surprise qu'est le boycott collectif des anciens chefs de l'Etat dont l'un, Ali Kafi en l'occurrence, fera même une déclaration au vitriol contre le... système ! Bouteflika recevra-t-il l'ancien président Ahmed Ben Bella, dans les jours à venir ? Difficile de l'affirmer ou l'infirmer pour le moment en dépit de la «proximité» notoire entre les deux hommes. Ou alors Bouteflika profitera-t-il de l'opportunité que lui offre la fête nationale de l'Indépendance, le 5 juillet, pour tenter de sauver la face en faisant venir, comme il l'a fait ces dernières années, ses prédécesseurs au Palais du peuple ? A l'exception de Liamine Zeroual, bien sûr.

K. A.



Abdelkader Bensalah.

Photos : Samir Sid.

AHMED BENBITOUR AU SUJET
DES CONSULTATIONS :

«Pour que ça résonne,
il faut un résonateur»



Ahmed Benbitour évoquait hier les consultations en cours. Il estime que «pour que ça résonne, il faut un résonateur». L'ancien chef du gouvernement aimait hier un débat consacré à l'investissement et à l'économie.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Formel, Ahmed Benbitour considérait hier que sans stabilité politique et un environnement récepteur, aucune croissance n'est possible. Une croissance que l'ancien chef du gouvernement conditionne par cinq étapes inévitables : le développement de l'industrie, les institutions, les libertés, le développement humain et l'équité. Critique, Benbitour considère qu'il n'existe aucune philosophie de développement humain. Un créneau pour lequel il faudrait une véritable feuille de route. L'invité du Forum de Algeria-Invest, évoquant le développement durable en Algérie, a expliqué que le riche patrimoine dont jouit l'Algérie est menacé par plusieurs facteurs, à savoir une démographie galopante et une faiblesse chronique de planification dans un contexte où 77% des recettes budgétaires viennent essentiellement des hydrocarbures, d'où une dépendance quasi chronique. Ahmed Benbitour estime également que le développement ne saurait se faire sans décentralisation. Interrogé au sujet des prêts récemment accordés aux jeunes dans un contexte marqué par la montée de la contestation, il a répondu qu'il ne s'agissait là aucunement d'une politique favorisant l'entrepreneuriat mais d'une «politique de prédation». Il explique que des jeunes adossés au mur ne peuvent s'improviser du jour au lendemain chefs d'entreprise. A cette politique hasardeuse, il préfère la mise en place de banques d'investissement qui puissent accorder des prêts selon des critères bien définis et en encourageant des créneaux bien déterminés. Interrogés au sujet de l'intérêt de l'Algérie à adhérer à l'Organisation mondiale du commerce, Ahmed Benbitour expliquait que très peu de nations étaient aujourd'hui en dehors de ce regroupement. «Les cinq pays restés en dehors ont-ils raison plus que ceux qui y sont depuis longtemps ?» s'est-il interrogé avant de rappeler que l'Algérie aurait pu s'épargner tous ces rounds de négociation et de questions interminables si elle avait participé au round de Marrakech qui avait vu le GATT se transformer en OMC. Une invitation que l'Algérie avait déclinée juste parce que la rencontre se tenait dans une ville marocaine...
N. I.

LA FNTR TIRE LA SONNETTE D'ALARME
SUR LE MARASME DES RETRAITÉS

Quatre propositions pour actualiser
les pensions de retraite

Quatre propositions pour une actualisation équitable des pensions de retraite. L'idée est de la FNTR (Fédération nationale des travailleurs retraités) affiliée à l'UGTA, dans un document élaboré à cet effet. Le document, intitulé «propositions concrètes pour une actualisation conséquente des pensions et allocations de retraite», se veut une «offre» aux pouvoirs publics pour corriger leur vision sur le troisième âge.

Abder Bettache - Alger (Le Soir)

- Dans ledit document, dont le Soir a obtenu une copie, quatre propositions ont été avancées.

Il s'agit de procéder «au relèvement des petites pensions, quelle que soit la catégorie des retraités, dont le nombre est de 591 222, à hauteur du SNMG, l'actualisation de 40% des pensions dont le montant est supérieur au SNMG, quelle que soit la catégorie des retraités et dont le nombre est de 440 714, l'actualisation de 40% des retraites de réversion dont le nombre est de 908 995 et le relèvement du minimum de 3 500 DA de l'allocation de retraite à 5 000 DA».

«Ces augmentations coûteront à la CNR (Caisse nationale des retraites) une dépense annuelle supplémentaire variant entre 100 et 110 milliards de dinars», lit-on dans le document.

Selon la Fédération, «cette opération d'actualisation sera financée en totalité par le surplus de cotisation sociale engendré par les diverses augmenta-

tions accordées aux travailleurs salariés qui sera évalué entre 140 et 150 milliards de dinars, par le remboursement par l'Etat des 500 milliards de dinars engagés par la CNR pour le dispositif de facilitation au départ à la retraite avant l'âge légal régi par l'ordonnance 97-13 et ou par une partie du fonds national de réserves des retraités créé en 2006».

La FNTR a fait état d'autres propositions pour l'amélioration du niveau des pensions. Il s'agit notamment de «l'amendement de la loi 83-12, notamment les articles 6 bis qui permettra aux retraités régis par l'ordonnance 97-13 de bénéficier de la transformation de leurs retraites proportionnelles et sans condition d'âge, en retraite normale à partir de l'âge de 60 ans, le rétablissement de l'article 15 dans sa mouture originale de 1983, fixant le montant annuel de la pension minimum à 2 300 fois le montant horaire du SNMG, afin de supprimer l'injuste montant de la pension

minimum équivalent à 75% du SNMG».

Dans son exposé des motifs, la FNTR a mis en exergue «le grand écart existant actuellement entre les revenus perçus par les travailleurs salariés et les travailleurs retraités». A titre d'exemple, la même source indique à titre de comparaison, qu'un veilleur de nuit d'une agence Cnas perçoit actuellement un salaire net de 41 000 00 DA, tandis qu'un cadre moyen d'une société nationale (N-2) percevait en 1997, avant sa sortie en retraite, un salaire net de 20 000 00 DA». Pour la FNTR, «l'évolution des pensions n'a pas suivi l'évolution des salaires».

«Sait-on que ces retraités sont sortis à l'époque avec des salaires de base supérieure à 4 ou 5 fois le SNMG qui était de 4 000 DA. Comparées au SNMG actuel, ces pensions représentent

aujourd'hui moins de deux fois ce salaire minimum garanti. Il n'y a pas si longtemps, le prix d'achat d'un kilogramme de viande représentait deux heures de travail. Aujourd'hui, il faut déboursier le salaire de deux journées pour ce même kilogramme de viande», souligne la FNTR dans son document.

Enfin, selon les syndicalistes de la FNTR, «les nouvelles hausses des salaires décidées pour l'ensemble des secteurs d'activité se traduiront inexorablement dans les prochains mois par une nouvelle poussée de l'inflation et des spéculations sur le marché.

Les seules victimes de ce phénomène seront alors les retraités, dont les pensions ne suffisent déjà plus à nourrir les familles, s'ils ne bénéficient pas d'une actualisation de leurs pensions».

A. B.

Précisions
de M. Ali Haroun

Le Docteur Saïd Sadi me précise que le 12 novembre 2008 lors de la séance du Parlement relative à l'abrogation de l'article 74 de la Constitution, l'ensemble des députés et sénateurs du RCD étaient présents en plénière et ont voté contre la proposition d'abrogation.

J'en suis particulièrement satisfait et vous prie d'informer vos lecteurs que je rectifie en conséquence ma déclaration du 20 juin courant.

Ali Haroun